



Jeudi 07 Avril 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

M. Raouya participe jeudi aux Assemblées annuelles communes des institutions financières arabes à Djeddah

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, prendra part, jeudi à Djeddah (Arabie Saoudite), à la tête d'une importante délégation de son département ministériel, aux travaux des Assemblées annuelles communes des institutions financières arabes, indique mercredi un communiqué du ministère.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le gouvernement examine un exposé sur la création d'une institution financière dédiée au logement

Le gouvernement a examiné lors de sa réunion hebdomadaire, tenue mercredi au Palais du Gouvernement, sous la présidence du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, un exposé sur les approches statutaires pour la création d'une institution financière dédiée au logement.

Assemblées annuelles communes des institutions financières arabes : M. Raouya aujourd'hui à Djeddah



Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, prendra part, aujourd'hui à Djeddah (Arabie saoudite), à la tête d'une importante délégation de son département ministériel, aux travaux des Assemblées annuelles communes des institutions financières arabes, a indiqué hier, un communiqué du ministère.



ASSEMBLÉES DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ARABES : M. Raouya participe aux travaux

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, prend part, aujourd'hui, à Djeddah (Arabie Saoudite), à la tête d'une importante délégation de son département ministériel, aux travaux des Assemblées annuelles communes des institutions financières arabes.

Il s'agit du Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES), le Fonds monétaire arabe (FMA), la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), l'Organisme arabe de l'investissement et du développement agricole (OAIDA) et de l'Organisme arabe pour la garantie des investissements et de crédits à l'exportation (OAGICE), selon la même source.

Ces rencontres constituent pour les ministres des Finances, les gouverneurs et les hauts responsables des pays arabes et institutions financières régionales et internationales, une occasion pour discuter des opportunités ainsi que des défis auxquels font face leurs économies et d'échanger sur leurs expériences respectives au sujet des principales questions liées au développement économique et social dans la région.



ASSEMBLÉES ANNUELLES COMMUNES DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ARABES : Participation du ministre des Finances

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, prendra part, ce jeudi à Djeddah (Arabie saoudite), à la tête d'une importante délégation de son département ministériel, aux travaux des assemblées annuelles communes des institutions financières arabes, a indiqué hier un communiqué du ministère. Il s'agit du Fonds arabe pour le développement économique et social (Fades), du Fonds monétaire arabe (FMA), de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (Badea), de l'Organisme arabe de l'investissement et du développement agricole (Oaida) et de l'Organisme arabe pour la garantie des investissements et de crédits à l'exportation (Oagice), selon la même source.

Il est attendu que les présidents des conseils d'administration de ces cinq institutions ainsi que les représentants d'organisations internationales et régionales prennent également part à ces assemblées. Ces rencontres constituent pour les ministres des Finances, les gouverneurs et les hauts responsables des pays arabes et institutions financières régionales et internationales, "une occasion pour discuter des opportunités ainsi que des défis auxquels font face leurs économies et d'échanger sur leurs expériences respectives au sujet des principales questions liées au développement économique et social dans la région", rappelle-t-on dans le même communiqué. En marge de ces assemblées, les ministres des Finances arabes présents, tiendront également la 13e session du Conseil des ministres des Finances arabes, créé lors du Sommet des chefs d'États arabes sur le développement économique et social arabe qui s'était tenu en janvier 2009.

La session de cette année sera consacrée notamment aux questions liées à la numérisation de la collecte des impôts et aux stratégies de transformation numérique sur les marchés financiers dans les pays arabes, avant de procéder à un partage d'expériences sur les politiques budgétaires visant à soutenir la phase de reprise économique post-Covid-19 dans les pays de la région arabe.



ACTIVITÉ DE CONCESSIONNAIRE ET IMPORTATIONS DES VÉHICULES : Le cahier des charges toujours pas promulgué

Annoncé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour la fin du premier trimestre de l'année en cours, le cahier des charges relatif à l'exercice de l'activité du concessionnaire automobile et à l'importation des voitures neuves n'est toujours pas promulgué.

Pourtant, des dizaines de demandes d'agrément ont bel et bien été déposées au Comité interministériel chargé de l'étude et du suivi des dossiers des opérateurs intéressés par les importations, dont certains ont même levé les réserves notifiées par ledit comité. À noter que le chef de l'État avait mis l'accent, lors de sa dernière annonce sur ce sujet, sur la nécessité de développer une industrie mécanique digne de ce nom et la mise en place d'un réseau par les opérateurs pour assurer le service après-vente et la disponibilité de la pièce de rechange au moins sur la moitié du territoire national.



PÉTROLE : Hausse surprise des stocks aux États-Unis

Les réserves commerciales de pétrole brut aux États-Unis ont sensiblement augmenté durant la semaine achevée le 1er avril, selon les chiffres publiés, hier, par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), alors que le marché attendait une baisse marquée indiquée par l'AFP. Les stocks de brut américains ont progressé de 2,4 millions de barils, quand les analystes tablaient sur une baisse de 2,8 millions, pour remonter à 412,4 millions de barils.

Cette hausse est relativisée par la nouvelle diminution importante des réserves stratégiques, qui ont encore reculé de 3,7 millions de barils durant la semaine écoulée. Le gouvernement de Joe Biden puise, depuis début septembre, dans les réserves stratégiques, qui ont fondu de 56 millions de barils en six mois. Jeudi dernier, le président américain a annoncé que les États-Unis allaient utiliser plus de 180 millions de barils supplémentaires provenant des réserves stratégiques pour soulager les cours du brut lors des six prochains mois.

Après la publication des chiffres hebdomadaires de l'EIA, les cours du pétrole, qui s'inscrivaient préalablement en hausse, sont passés dans le rouge. Vers 15h GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin cédait 0,56% à 106,04 dollars, tandis que le West Texas Intermediate (WTI) américain lâchait lui 0,53% à 101,41 dollars. Outre la hausse surprise des stocks, l'autre élément de nature à peser sur les prix était lié à la hausse de la production, à 11,8 millions de barils par jour, au plus haut depuis fin décembre.

Elle reste cependant encore loin de son niveau de fin mars 2020 (13 millions), soit au début de la pandémie de coronavirus. Avec la progression des réserves commerciales de brut, l'autre surprise est venue de la forte baisse de 2 millions de barils des réserves d'essence, alors que les analystes ne prévoient qu'un repli de 400 000 barils. Lors de la semaine achevée le 1er avril, les États-Unis ont vu leurs exportations de brut nettement relevées (+ 24%), tandis que les importations sont demeurées stables. La demande intérieure américaine est, elle aussi, restée stable (-0,2%). Les investisseurs attendaient les données hebdomadaires de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) sur les stocks commerciaux de brut des États-Unis, premier consommateur de pétrole au monde.

"Toute nouvelle positive (une hausse des stocks) ne sera certainement pas suffisante pour déclencher un mouvement négatif durable des prix du pétrole", a prévenu Ipek Ozkardeska. Pour la semaine passée, les analystes s'attendaient à ce que les stocks de brut aient reculé de 2,8 millions de barils, selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg.

Face à la perspective d'un choc d'offre majeur, les États-Unis et les pays membres de l'AIE ont convenu vendredi dernier d'un nouveau déblocage des stocks stratégiques. Cet accord fait suite à la décision de libérer un total de 62,7 millions de barils (dont 30 millions de barils des États-Unis) annoncée le mois dernier. Selon le rapport hebdomadaire de l'Agence d'information sur l'énergie (EIA) pour la semaine du 25 mars, les stocks américains de pétrole brut ont diminué de 3,4 millions de barils pour atteindre 410 millions de barils.

"En prenant en compte les stocks stratégiques, la baisse des stocks de pétrole brut est de 6,5 millions de barils à 978 millions de barils", a indiqué l'IFP Énergies nouvelles dans son dernier "tableau de bord" sur les marchés pétroliers.



SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE DE L'EUROPE : Oxford Economics pointe le rôle-clé de l'Afrique

Alors que l'Occident cherche à réduire sa dépendance aux hydrocarbures russes, le gaz naturel et les minerais africains pourraient combler le vide. C'est du moins ce qui ressort d'une étude d'Oxford Economics, présentée mardi lors d'une conférence de presse. Avec leurs ressources renouvelables et non renouvelables, les pays africains se positionnent comme une alternative viable et intéressante pour l'approvisionnement de l'Europe durant sa période de quête d'une transition énergétique, estiment les analystes d'Oxford Economics. "L'Afrique possède de vastes réserves d'hydrocarbures inexploitées, et les grandes sociétés énergétiques pourraient se tourner vers le continent pour supplanter le gaz russe", ont déclaré des responsables d'Oxford Economics lors d'un point de presse, tenue mardi. Tout en reconnaissant la quête de l'Europe d'une transition vers l'énergie verte, le rapport considère que le gaz naturel africain restera une source d'énergie importante à moyen et à long termes.

Des pays comme le Nigeria, l'Égypte, le Mozambique et l'Algérie, qui détiennent ensemble près de 7% des réserves mondiales de gaz naturel, devraient pouvoir bénéficier des efforts de l'Europe pour réduire sa dépendance au gaz naturel russe, estime la même source. "Le secteur des hydrocarbures en Afrique pourrait connaître un développement rapide si les gouvernements se positionnent comme des alternatives attrayantes au pétrole et au gaz russes", lit-on dans le rapport.

Cependant, cela dépendra des efforts que les gouvernements africains vont consentir afin de rassurer les investisseurs, en créant un environnement opérationnel favorable à l'investissement étranger, souligne l'analyse d'Oxford Economics.

En dehors des hydrocarbures, l'Afrique a le plus grand potentiel pour bénéficier à long terme de la transition mondiale vers une énergie propre, selon le rapport. De nombreux pays africains sont riches en métaux, tels que platine, cuivre, cobalt, étain, bauxite et manganèse, des minéraux et des métaux considérés comme nécessaires au développement des technologies liées aux énergies renouvelables. Les prix du marché de certains de ces minéraux avaient déjà augmenté, à la suite du conflit opposant l'Ukraine à la Russie, alors que l'Occident commençait à envisager des politiques de nature à accélérer la transition en faveur des énergies propres.

Le rapport d'Oxford Economics énumère quatre pays africains qui devraient en bénéficier le plus de cette quête de transition vers les énergies décarbonées, notamment l'Afrique du Sud, la République démocratique du Congo (RDC), le Gabon et la Guinée. L'Afrique du Sud représente à elle seule 50% de la production mondiale de platine et 90% des réserves mondiales, 30% de la production mondiale de manganèse et 40% des réserves mondiales de manganèse. Quant au Congo, le pays représente 70% de la production mondiale de cobalt et détient la moitié des réserves mondiales du même métal. Le Gabon est, quant à lui, riche en manganèse, tandis que la Guinée possède 30% des réserves mondiales de bauxite, lit-on dans le rapport d'Oxford Economics.



M. Raouya participe jeudi aux Assemblées annuelles communes des institutions financières arabes à Djeddah

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, prendra part, jeudi à Djeddah (Arabie Saoudite), à la tête d'une importante délégation de son département ministériel, aux travaux des Assemblées annuelles communes des institutions financières arabes, indique mercredi un communiqué du ministère.

MARIO DRAGHI EFFECTUERA LUNDI UNE VISITE EN ALGÉRIE : Alger et Rome visent un accord énergétique stratégique

Le déplacement du Premier ministre italien à Alger fait suite à une conversation téléphonique avec le président Abdelmadjid Tebboune annoncée il y a quelques jours, et une visite d'une forte délégation du groupe énergétique italien ENI à Alger, menée par le PDG de la compagnie italienne, Claudio Descalzi.

Le Premier ministre italien Mario Draghi effectuera une visite en Algérie lundi prochain pour ratifier notamment «l'accord stratégique et énergétique italo-algérien», selon ce qu'annonce une source gouvernementale italienne. La visite intervient alors que le pays sud-européen cherche à renforcer son approvisionnement en gaz, dans un contexte de tensions énergétiques en Europe, dans le sillage de la crise ukrainienne.

Un communiqué du gouvernement italien indique que la visite entre dans le cadre de «diverses réunions institutionnelles bilatérales et multilatérales, dont le prochain sommet intergouvernemental à Alger». Le déplacement du Premier ministre italien à Alger fait suite à une conversation téléphonique avec le président Abdelmadjid Tebboune annoncée il y a quelques jours, et une visite d'une forte délégation du groupe énergétique italien ENI à Alger, menée par le PDG de la compagnie italienne Claudio Descalzi.

Ce dernier s'est dit «très satisfait» du partenariat avec la Sonatrach, qualifiant l'Algérie de «partenaire confiant et crédible», suite à une rencontre avec le ministre de l'Énergie et des Mines Mohamed Arkab qui a abordé avec le PDG d'ENI, selon un communiqué du ministère de l'Énergie, «l'état actuel du marché international du gaz naturel et son évolution ainsi que les opportunités d'affaires et les perspectives futures d'investissement dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables en souhaitant voir «se développer des projets prometteurs qui privilégient les échanges d'expertises et le transfert de savoir-faire».

Le PDG d'ENI a fait part, de son côté, de son «très vif intérêt à continuer à investir en Algérie, qui constitue un partenaire confiant et crédible, notamment dans l'amont pétrolier et les énergies renouvelables». Le déplacement attendu de Draghi à Alger interviendra quelques jours après la visite effectuée à Rome par une importante délégation algérienne, conduite par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Chakib Rachid Kaïd, indique la presse italienne.

Lors de la réunion tenue à Rome par les délégations algérienne et italienne, le ministre des Affaires étrangères, Luigi Di Maio, a expliqué que «l'Italie souhaite un accord stratégique avec l'Algérie, pour intensifier le dialogue politique et renforcer davantage la coopération économique et énergétique, travailler ensemble pour la stabilité de la Méditerranée».

Au terme des travaux auxquels ont participé une soixantaine d'experts, l'Italie et l'Algérie ont signé un document qui identifie les principaux domaines dans lesquels les deux pays mèneront des projets communs. Selon l'ambassadeur d'Algérie à Rome, Abdelkrim Touahria cité par la presse italienne, «l'Italie pourra compter sur des approvisionnements supplémentaires en gaz algérien au même prix, atteignant, et peut-être dépassant, 30 milliards de mètres cubes dans les mois à venir».

Selon l'ambassadeur algérien, le gaz qui transite par le gazoduc transméditerranéen qui traverse la Tunisie et atteint Mazara del Vallo, en Sicile, «pourrait réduire considérablement les effets de la crise ukrainienne et des sanctions contre la Russie sur le système d'approvisionnement énergétique italien». Il est à savoir que l'Italie dépend à plus de 40% du gaz russe et importe 27% de ses besoins d'Algérie – environ 22 milliards de m³ – à travers le gazoduc Transmed dont la capacité peut atteindre 30 milliards de m³ .



COMMENTAIRE : La solitude des ménages

Chaque jour, les prix augmentent et chaque jour les autorités donnent l'impression d'être dépassées et surtout incapables de freiner la flambée due à la spéculation et la cupidité des intervenants. En quelques mois, les prix des produits – tous les produits – ont augmenté et pas qu'une seule fois. Jusqu'à 150% pour certains articles. Et ceux extrêmement nécessaires pour les petites bourses, comme le lait en sachet, l'huile et la semoule, subissent des tensions extrêmes, créant des scènes de grande pauvreté qu'on croyait à jamais révolues depuis les années 1980, les Souk el fellah et le PAP.

La flambée est justifiée par l'augmentation des taxes décidées dans la loi de finances 2022, l'augmentation des prix des intrants à l'international, la multiplication des frais de fret, et l'inflation en général. Mais en ce début de Ramadhan, la cupidité des commerçants offre un point d'orgue au phénomène et rend la facture trop salée. Les augmentations deviennent sauvages et sont insupportables.

Un véritable complot contre la ménagère. Rien n'explique, en effet, que la pomme de terre, la tomate et la majorité des légumes s'accrochent au-dessus des 100 DA, si ce n'est la cupidité des intervenants et l'impuissance des autorités à contrôler le circuit.

Certes, il y a les menaces et les mesures de Kamel Rezig, mais nous savons d'expérience qu'elles sont aussi efficaces qu'une commission parlementaire. Quant aux sanctions judiciaires mises en place en janvier pour dissuader les spéculateurs, elles n'ont manifestement pas eu l'effet escompté. Il n'y a qu'à voir la multiplication des vendeurs illicites aux abords des routes, dans les rues et au cœur des quartiers, rejoints par les commerçants qui désertent les marchés municipaux, pour se rendre compte que l'illicite a le vent en poupe et que la marge bénéficiaire a augmenté substantiellement pour amener les amateurs du gain facile. Au détriment du citoyen.

Les Algériens ont l'impression de faire face à un ennemi qui agit impunément pour siphonner leurs revenus. Ce qui renforce le sentiment de solitude et d'abandon qui travaillent des familles de plus en plus pauvres, et celles déclassées parmi les couches moyennes. La question du pouvoir d'achat est trop sérieuse pour être traitée avec nonchalance, ou considérée à travers l'ornière de l'idée bien répandue dans les sphères du pouvoir, selon laquelle l'Algérien triche sur sa condition. C'est jouer avec le feu que de nier que la stabilité du pays est menacée, et jouer au Cassandre. Le fil est trop tendu et risque de rompre à tout moment.

Algérie 360°

Dinar algérien : taux de change les principales devises ce 6 avril

Le dinar algérien face aux principales devises continue sa descente aux enfers, les bouleversements que connaît le monde impactent encore plus cela, ces conflits mondiaux ont un effet direct sur l'économie mondiale, à l'instar de conflit armé entre la Russie et l'Ukraine et les retombées de la pandémie de coronavirus. Devant cette situation la monnaie nationale ne fait plus le poids face aux principales devises que ce soit sur le marché parallèle ou sur le marché officiel (banque d'Algérie).



راوية يشارك هذا الخميس في أشغال المجالس السنوية المشتركة للمؤسسات المالية العربية بجدة

يشارك وزير المالية, عبد الرحمان راوية, يوم غد الخميس بجدة (المملكة العربية السعودية) على رأس وفد هام من وزارته, في اشغال المجالس السنوية المشتركة للمؤسسات المالية العربية, حسبما افاد به اليوم الاربعاء بيان للوزارة.



وزير المالية يشارك في أشغال المجالس السنوية للمؤسسات العربية

يشارك وزير المالية، عبد الرحمان راوية، اليوم الخميس بجدة في أشغال المجالس السنوية المشتركة للمؤسسات المالية العربية. كما أوضح بيان الوزارة، أن الأمر يتعلق بالصندوق العربي للتنمية الاقتصادية والاجتماعية وصندوق النقد العربي والبنك العربي للتنمية الاقتصادية بإفريقيا. والهيئة العربية للاستثمار والتنمية الفلاحية والهيئة العربية لضمان الاستثمارات والقروض الموجهة للتصدير.



اجتماع الحكومة.. نحو إنشاء مؤسسة مالية لتمويل السكن

تم تقديم، اليوم الاربعاء، خلال اجتماع الحكومة، عرض مشترك من **قبل وزير المالية** والسكن حول مختلف المقاربات المتعلقة بالوضع القانوني. و المرتبط بإنشاء مؤسسة مالية مخصصة حصرياً لتمويل السكن.



وزير المالية يشارك في اجتماع هام بجدة

يشارك وزير المالية، عبد الرحمان راوية، يوم غد الخميس بجدة (المملكة العربية السعودية) على رأس وفد هام من وزارته، في اشغال المجالس السنوية المشتركة للمؤسسات المالية العربية، حسبما افاد به اليوم الاربعاء بيان للوزارة. و اوضح ذات البيان ان الامر يتعلق بالصندوق العربي للتنمية الاقتصادية والاجتماعية و صندوق النقد العربي والبنك العربي للتنمية الاقتصادية في افريقيا والهيئة العربية للاستثمار والتنمية الفلاحية والهيئة العربية لضمان الاستثمارات والقروض الموجهة للتصدير.

راوية يشارك هذا الخميس في أشغال المجالس السنوية المشتركة للمؤسسات المالية العربية بجدة



يشارك وزير المالية, عبد الرحمان راوية, يوم غد الخميس بجدة (المملكة العربية السعودية) على رأس وفد هام من وزارته, في اشغال المجالس السنوية المشتركة للمؤسسات المالية العربية, حسبما افاد به اليوم الاربعاء بيان للوزارة.



راوية يشارك في أشغال المجالس السنوية المشتركة للمؤسسات المالية العربية بجدة بداية من يوم غد

يشارك وزير المالية، عبد الرحمان راوية، على رأس وفد هام من وزارته في أشغال المجالس السنوية المشتركة للمؤسسات المالية العربية التي ستطلق يوم غد الخميس بجدة (المملكة العربية السعودية). وأفاد بيان للوزارة، اليوم الأربعاء، أن الأمر يتعلق بالصندوق العربي للتنمية الاقتصادية والاجتماعية وصندوق النقد العربي والبنك العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا والهيئة العربية للاستثمار والتنمية الفلاحية والهيئة العربية لضمان الاستثمارات والقروض الموجهة للتصدير، إلى جانب مشاركة ممثلين عن المنظمات الدولية والإقليمية.

ABDERRAHMANE RAOUYA À DJEDDAH

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, prendra part, aujourd'hui, à Djeddah (Arabie saoudite), à la tête d'une importante délégation de son département ministériel, aux travaux des Assemblées annuelles communes des institutions financières arabes, a indiqué, hier, un communiqué du ministère. Il s'agit du Fonds arabe pour le développement économique et social (Fades), le Fonds monétaire arabe (FMA), la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (Badea), l'Organisme arabe de l'investissement et du développement agricole (Oaida) et de l'Organisme arabe pour la garantie des investissements et de crédits à l'exportation (Oagice).

La GAM célèbre ses 20 ans de présence en Algérie

La GAM (Générale Assurance Méditerranéenne) a organisé une rencontre pour célébrer ses 20 ans de présence en Algérie. La GAM Assurance a saisi cette opportunité pour présenter son produit dernier-né, en l'occurrence - Takaful -. Le principe de ce produit, reposant sur la charia islamique, a été agréé par le ministère des Finances. Takaful couvre les dommages causés aux patrimoines et responsabilités civiles des particuliers et entreprises. Takaful relève d'un fonds créé par les contributeurs à titre de donations. La création de ce fonds est appelé à indemniser les participants de celui-ci en cas de sinistres. Il est à remarquer que ce fonds est également alimenté par les revenus de ses placements. Dans la mesure où ce fonds enregistre un excédent, ce dernier sera reparti entre les participants, dans le cas contraire, la GAM accordera un prêt sans intérêts en cas de nécessité dont le montant sera récupéré sur les bénéfices à venir.



180 agriculteurs bénéficient du crédit R'fig à Tébessa

183 AGRICULTEURS de la wilaya de Tébessa ont bénéficié, au titre de la saison agricole 2021/2022, d'un financement dans le cadre du crédit R'fig, selon le directeur du groupe régional de la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr) qui compte sept agences dans cette wilaya frontalière. 121 crédits ont été accordés dans la filière céréalière, soit 40% de plus que la saison précédente. 34 projets de culture de maïs, lancés dans le cadre d'une première expérience, ont été également financés tandis que 28 cultivateurs de colza ont bénéficié de ce système de crédits R'fig, sachant qu'il y a l'ouverture, ce mois-ci, d'un guichet unique regroupant, notamment la Badr, la direction des services agricoles, la Chambre de l'agriculture et la Coopérative des céréales et légumes secs pour traiter les demandes de financement de la prochaine saison agricole. Une enveloppe financière de plus de 143 millions DA a été consacrée à ce financement pour l'acquisition, notamment, de matières premières, dont les semences et les engrais.



Entre continuité ou discontinuité de la politique rentière Le Gouvernement face à un choix difficile !

En hausse quasi constante depuis la fin de l'année 2021, les prix d'un baril de Brent du Nord, notamment, du Sahara Blend (référence du baril de pétrole algérien) s'est mesuré à plus de 106 dollars cette dernière semaine, selon le dernier rapport de l'Organisation des pays exportateurs du pétrole (Opec), confirmant ainsi la tendance haussière à long terme des cours de l'or noir dans un marché très volatile.

Une tendance qui affole les pays consommateurs et rassure, par ailleurs, les pays producteurs, à l'instar de l'Algérie asphyxiée par la crise financière depuis deux ans, profitant d'un peu de répit. Cette hausse a permis d'ailleurs, à la compagnie nationale des hydrocarbures, Sonatrach, d'enregistrer de meilleurs résultats annuels en 2021 et d'impulser ses investissements au niveau local et régional sur le long terme. Ses recettes ont augmenté de 70% (près de 35 milliards de dollars), tandis que sa production a rebondi de 5%, augmentant ainsi les rendements fiscaux de l'Algérie qui lutte depuis quelques années contre la double crise économique et financière, aggravée par la pandémie (Covid-19). Cette dernière a poussé le Gouvernement à revoir l'ordre de ses priorités et amorcer de véritables réformes financières et économiques pour accélérer la diversification de son économie (rentière) en faveur d'une économie productive.

Facile à dire qu'à faire en raison d'un contexte national et international difficile pour faire progresser le service public et les entreprises nationales en crise. Le choix est très difficile pour un Gouvernement sous pression financière, économique et sociale depuis plus de deux ans.

La crise sanitaire a bouleversé les équilibres économiques que les autorités tentent de corriger



■ L'Etat fait déjà face à une pression inflationniste inédite qui pourrait conduire la Banque d'Algérie à revoir rapidement son taux directeur. (Photo : DR)

avec la mise en place d'un nouveau cadrage macro-économique et budgétaire pour une meilleure gouvernance des finances publiques et pour accélérer la relance de l'économie nationale. Un défi difficile à relever dans la conjoncture nationale et internationale actuelle qui influence les décisions politiques de l'Etat qui veut à tout prix préserver son caractère social.

Dans son énoncé économique de décembre 2021, le ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane tablait sur un baril de pétrole à 45 dollars dans l'élaboration de son budget pour 2022, mais avec la volatilité du marché pétrolier, la guerre en Ukraine et la forte hausse du coût de la vie, les chances d'un équilibre financier et économique s'éloignent.

Malgré une augmentation significative attendue des revenus en raison des prix du pétrole et du gaz, le déficit structurel quant à lui risque de se creuser davantage. L'Etat fait déjà face à une pression inflationniste inédite qui pourrait conduire la Banque d'Algérie à revoir rapidement son taux directeur. Une probabilité. Tout n'est pas négatif. En dépit de l'instabilité des indicateurs macro-économiques dans le pays (taux de croissance du PIB, taux d'inflation, taux de chômage, taux de change et les cours des matières premières), la hausse des

prix du pétrole redonnent du souffle aux pouvoirs publics. L'opulence financière semble de retour dans le pays et pourrait soulager les pouvoirs publics en quête de sources de financement depuis des mois. La flambée des cours de l'or noir entre 2008 et 2014, les réserves de changes de l'Algérie étaient de 200 milliards de dollars, aujourd'hui évalué seulement à 44 milliards de dollars. La flambée des prix du pétrole et du gaz ainsi que la hausse de la production pétrolière estimée à plus d'un million de barils par jour, l'Algérie à de quoi renflouer son économie, cette reprise devrait être exploitée pour relancer véritablement le chantier des réformes économiques et la modernisation du système et réseaux financiers. En effet, les autorités devraient faire bon usage de la hausse des revenus du pays et les réorienter vers la redynamisation du secteur industriel, agricole et technologique. Le Gouvernement ne cesse de réaffirmer son engagement de s'affranchir du modèle de gestion révolu des anciens dirigeants pour reconstruire une économie solide et inclusive. La crise énergétique actuelle est une aubaine à saisir pour diversifier son économie, mais aussi une épreuve pour les autorités qui devraient éviter à tout prix de retomber dans les erreurs du passé. Se fo-

caliser sur les recettes des hydrocarbures, au détriment des autres secteurs productifs. Les expériences du passé étaient assez amères et périlleuses pour l'économie nationale qui garde des séquelles irréversibles. Saisir ce répit pour éviter de replonger à toute vitesse dans le passé et pouvoir tourner la page de la dépendance aux énergies fossiles afin d'écrire un nouveau chapitre de relance économique. Maintenir les mêmes projections pour le secteur industriel et agricole en pleine réformation.

Soutenir les entreprises productrices (publiques et privées) ainsi que les start-ups pour atteindre l'objectif de «porter la contribution du secteur industriel entre 10 et 15 % du produit intérieur brut». Pour reconstruire une économie délabrée, sur de nouvelles bases, plus transparente et équitable, les autorités doivent œuvrer à l'application rigoureuse des lois et des réglementations en vigueur. Les temps sont durs, et l'incertitude effraie quant à l'évolution de guerre en Ukraine et la menace des pays du monde d'une crise énergétique et alimentaire imminente pourrait certes influencer les politiques, les investisseurs et les consommateurs, mais sans la prise de risque le pays ne pourrait s'en sortir.

Samira Takharboucht




وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)

[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger